

Norvège

Le PIB continental réel devrait augmenter de 3.4 % en 2021 et de 3.7 % en 2022, les restrictions étant levées progressivement à mesure que le déploiement des vaccins progresse, ce qui libérera la demande. L'activité continentale liée au secteur pétrolier devrait se renforcer compte tenu du redressement des cours du pétrole. L'amélioration de la situation du marché du travail se poursuivra. L'inflation va refluer à court terme, les effets des hausses des prix de l'énergie se dissipant, et ne se redressera ensuite que progressivement.

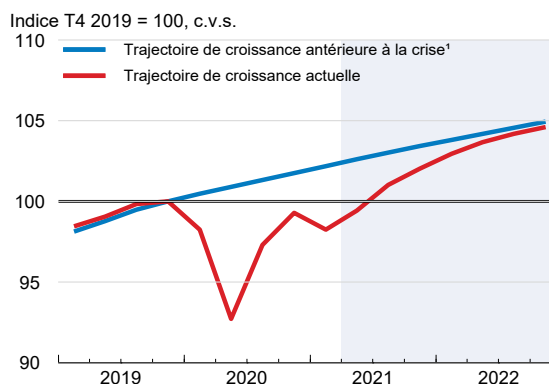
Les aides publiques supplémentaires accordées aux ménages et aux entreprises devraient rester en place jusqu'à ce que la reprise économique soit bien engagée et que les risques de nouvelles perturbations aient diminué. La banque centrale devrait différer le relèvement de son taux directeur si la reprise économique semble plus faible que prévu. Les pouvoirs publics devraient maintenant s'attacher à obtenir des améliorations structurelles propices au renforcement de la compétitivité et de la productivité du secteur des entreprises, et à réaliser de nouveaux progrès en matière de politique environnementale, notamment en termes d'investissements économiquement efficaces dans la transition écologique.

Le pic de la dernière vague d'infections par le COVID-19 a été franchi

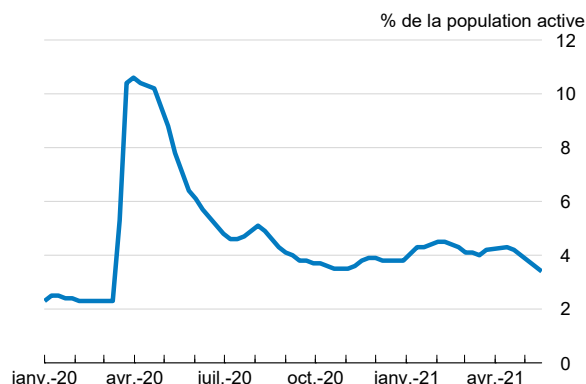
Malgré une vague de contaminations qui a atteint son point culminant au cours de la seconde moitié de mars, le nombre de cas d'infection par le COVID-19 et de décès imputables à ce virus depuis le début de la pandémie est resté relativement faible. Cette dernière vague a débouché sur de nouvelles mesures d'endiguement, notamment la mise en place d'un système de restrictions territorialisées à trois niveaux.

Norvège

Le redressement de la production continentale va s'accroître au deuxième semestre de 2021
PIB continental réel



Le taux de chômage déclaré reste supérieur à son niveau d'avant la crise
Nombre hebdomadaire de chômeurs inscrits²



1. La trajectoire de croissance antérieure à la crise repose sur les projections des Perspectives économiques de l'OCDE de novembre 2019, avec une extrapolation linéaire pour 2022 en utilisant la croissance tendancielle de 2021.

2. Les données relatives au chômage déclaré incluent le chômage technique.

Source: Bases de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106 et 109 ; et Administration norvégienne du travail et de la protection sociale (NAV, Nye arbeids- og velferdsetaten).

StatLink <https://stat.link/3e28hr>

Norvège : Demande, production et prix

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	Prix courants milliards de NOK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2018)				
Norvège						
PIB continental aux prix du marché¹	2 792.0	2.2	2.3	-2.5	3.4	3.7
PIB total aux prix du marché	3 295.4	1.1	0.9	-0.8	3.4	3.7
Consommation privée	1 471.7	1.6	1.4	-6.9	1.0	5.6
Consommation publique	791.1	0.5	1.9	1.7	1.9	1.8
Formation brute de capital fixe	809.4	2.2	4.8	-3.8	1.7	4.9
Demande intérieure finale	3 072.1	1.5	2.4	-3.9	1.4	4.4
Variation des stocks ²	107.9	0.7	0.0	-1.0	1.0	0.0
Demande intérieure totale	3 180.0	2.1	2.3	-4.8	2.4	4.2
Exportations de biens et services	1 197.3	-1.2	0.5	-0.5	2.3	4.2
Importations de biens et services	1 081.9	1.4	4.7	-11.9	-0.8	6.0
Exportations nettes ²	115.4	-0.9	-1.3	4.0	1.0	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	6.7	-0.4	-3.6	8.7	1.9
Indice des prix à la consommation	—	2.7	2.2	1.3	2.9	1.9
IPC sous-jacent ³	—	1.2	2.6	3.1	1.6	2.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.8	3.7	4.4	4.7	4.0
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	5.9	7.6	15.5	12.1	7.9
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	7.9	6.6	-3.4	-1.1	0.3
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	45.6	46.8	53.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	8.0	2.8	1.9	8.1	7.6

1. PIB non compris le pétrole et la marine marchande.

2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 109.

StatLink <https://stat.link/lqzt7w>

Oslo a adopté des mesures strictes au niveau local, imposant notamment la fermeture de la plupart des commerces et un panachage d'apprentissage à distance et en classe dans l'enseignement. Les mesures d'endiguement sont levées progressivement, à mesure que la situation sanitaire s'améliore. Le déploiement des vaccins progresse en Norvège : à la fin du mois de mai, environ un tiers de la population avait reçu au moins une dose de vaccin contre le COVID-19.

La production économique a légèrement reculé

Les nouvelles restrictions adoptées à la suite des dernières vagues de contaminations par le COVID-19 ont entraîné une baisse de 1 % du PIB continental réel au premier trimestre de 2021. En outre, le taux de chômage déclaré a augmenté depuis la fin de 2020. Le redressement des cours mondiaux du pétrole a entraîné une appréciation de la couronne norvégienne et amélioré les perspectives d'investissement dans le secteur des ressources naturelles, qui a également bénéficié des modifications apportées à la taxe pétrolière lorsque les cours du pétrole ont chuté au printemps 2020. Par ailleurs, le marché du logement est resté dynamique, du fait notamment de la baisse des taux d'intérêt et de l'accroissement de l'épargne. L'augmentation des prix de l'immobilier d'habitation a été particulièrement forte à Oslo, où elle s'est établie à 15 % en glissement annuel en février. L'inflation globale, mesurée par la hausse des prix à la consommation, a été accentuée récemment par le renchérissement des combustibles et de l'électricité ;

elle s'est établie à 2.9 % au premier trimestre de cette année (en glissement annuel). La valeur en couronnes du principal fonds souverain de la Norvège a enregistré une hausse de 8 % entre la fin de 2019 et la fin de 2020, essentiellement due à une augmentation du rendement des investissements.

Les politiques macroéconomiques conservent une orientation très expansionniste

Certaines indications fournies par la Banque de Norvège (*Norges Bank*) laissent à penser qu'elle va commencer à relever son taux directeur, qui est maintenu à zéro depuis le printemps de 2020. D'après les trajectoires de taux d'intérêt de la Banque établies par modélisation, les hausses de taux devraient débiter au second semestre de cette année. Les aides budgétaires accordées par la Norvège aux entreprises et aux ménages durant la crise recouvrent toujours des dispositifs complémentaires des programmes de transferts déjà en place, ainsi que diverses autres mesures. On peut citer à cet égard des garanties couvrant les prêts bancaires accordés aux entreprises, une prise en charge partielle des coûts fixes des entreprises subissant de fortes pertes de chiffre d'affaires, des subventions accordées aux entreprises qui remettent au travail des salariés au chômage technique, ainsi que des mesures de soutien aux secteurs les plus durement touchés, tels que celui des voyages et du tourisme. Le déficit structurel hors pétrole a augmenté de 3.9 points de PIB entre 2019 et 2020.

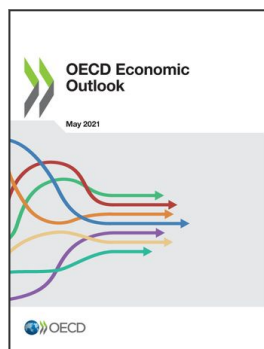
L'activité économique va se redresser au second semestre de 2021

Les mesures d'endiguement devraient continuer de s'assouplir, tandis que la dernière vague épidémique reflue et que la vaccination progresse. L'activité économique devrait nettement se redresser au second semestre de cette année, la croissance de la production s'établissant à 3.4 % sur l'ensemble de l'année et à 3.7 % en 2022. Le terrain perdu en matière de solde budgétaire aura été regagné en grande partie à la fin de 2022. L'inflation mesurée par la hausse des prix à la consommation va refluer en deçà de l'objectif de 2 % visé par la Banque de Norvège, puis augmentera peu à peu parallèlement à la montée en régime de la reprise économique.

Étant donné que la Norvège est parvenue à maintenir le nombre de cas d'infection par le COVID-19 et de décès imputables à ce virus à un niveau nettement inférieur à ceux observés dans de nombreux autres pays, on peut penser que le risque d'une nouvelle vague épidémique déstabilisante est limité. La trajectoire des cours mondiaux du pétrole et les perspectives d'évolution des partenaires commerciaux non pétroliers de la Norvège demeureront des facteurs d'incertitude majeurs. Les préoccupations relatives à la stabilité macrofinancière liées au niveau élevé d'endettement des ménages subsistent.

Les pouvoirs publics peuvent maintenant commencer à porter leur regard au-delà des mesures d'urgence

Les aides financières supplémentaires accordées aux entreprises et aux ménages devraient rester en place jusqu'à ce que l'économie ait été remise à flot et que le risque de nouvelles vagues d'infections et de mesures d'endiguement connexes soit faible. Dans l'intervalle, les autorités devraient aussi s'attacher à engager des réformes structurelles aidant le secteur des entreprises à se remettre de la récession et à devenir plus productif et compétitif à long terme, notamment en améliorant les procédures d'insolvabilité. Les pouvoirs publics devraient déployer des efforts supplémentaires pour améliorer les politiques relatives à l'emploi, notamment en réformant le système de retraite de manière à réduire les incitations à la cessation anticipée d'activité. La Norvège devrait également continuer à progresser sur le terrain de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment en adoptant le calendrier proposé de hausses de la taxe sur le dioxyde de carbone et en soutenant la recherche dans les technologies de captage et de stockage du carbone. Les pouvoirs publics devraient s'attacher à renforcer l'efficacité économique de l'ensemble des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre, tout en œuvrant à la réalisation des objectifs visés en la matière.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2021 Issue 1

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/edfbca02-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Norvège », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2021 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/2877c9d2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.